

Belgrade 1968-1998 : de la révolution au nationalisme

mardi 27 mai 2008, par [PAVLOVIC Radoslav](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2008).

Sommaire

- [L'avènement politique d'une](#)
- [Une répression ciblée à gauche](#)
- [A-socialiste, non-socialiste](#)
- [Que sont les soixante-huitards](#)

Tandis qu'en France on évoque Mai 1968 par une avalanche de livres et d'articles, à Belgrade le fracas de la guerre depuis dix ans a relégué le mouvement étudiant de 1968-1969 dans une lointaine préhistoire, celle "d'avant-guerre". La dislocation yougoslave a provoqué toute une rupture de mémoire. La signification des événements eux-mêmes, jamais établie de façon nette, s'est effacée jusqu'à devenir une petite nostalgie individuelle, rare et silencieuse.

Les raisons en sont multiples. La tentative des étudiants yougoslaves — surtout à Belgrade, capitale fédérale, mais aussi à Zagreb, Ljubljana et Sarajevo — de donner un coup de fouet à cette « *mule d'Histoire* », comme disait la chanson composée à l'occasion, n'avait pas le même poids social que le "printemps des peuples" à Prague, Paris et même Varsovie. En dépit d'une vibration profonde, les masses — surtout ouvrières — sont restées finalement à l'écart. La bureaucratie de Tito (on utilisait à l'époque franchement ce terme compréhensible pour tous pour désigner la caste au pouvoir, et non "nomenklatura" et d'autres termes en apparence scientifiques mais jamais clairement définis, comme c'est devenu de mode par la suite) avait encore certaines réserves et, par conséquent, assez de tact politique pour ne pas affronter les étudiants de front et provoquer du même coup l'amplification du mouvement.

Le Parti communiste yougoslave (PCY, devenu Ligue des communistes yougoslaves), qui a dirigé une révolution qu'il n'a pas voulu, avait une solide expérience de travail avec les masses, maniant la carotte et le bâton avec une habileté de maître. Il a repris en paroles les revendications étudiantes, tout en faisant comprendre qu'il défendra son monopole lucratif par tous les moyens, y compris en donnant l'armée. Au bout du compte, seule la Faculté de Philosophie, "foyer révolutionnaire", a nettement rompu avec le pouvoir, pour en payer le prix conséquent dans les années à venir.

La raison profonde de cet "oubli" de juin 1968 tient au fait que le mouvement étudiant reflétait fidèlement l'aspiration des travailleurs, mettant en avant le combat contre les inégalités sociales, puis contre le chômage grandissant, ensuite pour la liberté d'expression et, finalement, en quatrième position seulement, la revendication de l'autonomie universitaire. Cela donnait au mouvement un caractère nettement socialiste. Qui pourrait avoir le courage et la force de conviction d'évoquer ce caractère socialiste aujourd'hui, alors que le président "socialiste" serbe, avec sa femme "communiste" et son allié au pouvoir, le fasciste Seselj, enterrent l'idée socialiste à coups de chars et d'obus contre quasiment tous les autres peuples yougoslaves et leurs droits légitimes ?

Les travailleurs serbes, réduits à la famine et à l'impuissance, sont devenus les otages de l'union

sacrée chauvine, qui au Kosovo joue sa dernière et plus grosse carte. Qui d'autre à leur place serait en mesure d'évoquer une date relevant de leur propre histoire ? Fascistes ? Monarchistes ? Libéraux ? Démocrates thatcheriens ? Bureaucrates, toujours au pouvoir ?

L'avènement politique d'une génération

Le mouvement des étudiants yougoslaves a été en 1968, comme partout ailleurs et relié par un fil rouge invisible, l'expression de l'avènement politique d'une génération nouvelle. Déjà en 1966, à Belgrade, les manifestations officielles contre la guerre au Viêt-nam furent débordées par les étudiants, dispersés devant l'ambassade américaine par un cordon de police à cheval. A Zagreb un groupe se réclamant de l'égalité sociale fut politiquement liquidé en 1967. Au printemps 1968 les étudiants de la faculté de philosophie envoyaient des messages de solidarité aux étudiants polonais, allemands et français. Le printemps de Prague était suivi au jour le jour avec une émotion profonde. L'esprit de 1848 planait partout.

A Belgrade tout commence par une bagarre fortuite dans la Cité universitaire entre les étudiants et les "brigadistes" (volontaires des grands travaux sur les autoroutes, que le parti embrigade). De cet incident obscur jaillit soudainement le programme d'action, dont les grandes lignes resteront inchangées tout au long de l'agitation dans les diverses facultés : contre les inégalités sociales où « *les uns ont le bol de riz et les autres le bol de caviar* », pour l'embauche des jeunes issus des couches ouvrières et paysannes et « *dont le papa n'a pas le tuyau haut placé* » [sous-entendu, pour arroser qui de droit afin de placer ses enfants], pour les libertés démocratiques car « *il n'y a pas de socialisme sans démocratie* », pour l'autonomie universitaire et la défense des facultés « *où la police entre avec ses chevaux* ». Aucune opposition politique en dehors du parti dominant et du système d'autogestion n'est alors envisagée, ni évoquée. Un seul petit incident est immédiatement et fermement clos par les étudiants, lorsqu'un écrivain connu, devenu nationaliste et monarchiste par la suite, essaye de dire un mot désobligeant pour les Albanais.

La tentative des étudiants de passer en cortège massif de la cité universitaire (nouveau Belgrade) au centre de la ville, arrêtée et durement réprimée par un cordon impressionnant de police, le 3 juin, a créé le grand choc dans l'opinion publique : un frisson de solidarité profonde en bas, le désarroi en haut. Une aile du parti accepte les revendications des étudiants et prône la bonne manière : « *ce sont nos enfants* ». Une autre ne peut s'opposer ouvertement aux revendications, mais évoque la manière "non-institutionnelle" inacceptable et le travail souterrain des "ennemis du peuple". Par la presse et à travers le canal du parti on déforme les événements devant les ouvriers, traitant les étudiants de "casseurs" et organisant les "gardes ouvrières" musclées aux portes des usines, car les étudiants sont portés à s'adresser aux travailleurs par des tracts qui clament l'unité entre étudiants et ouvriers. De nombreux artistes, écrivains et journalistes soutiennent le mouvement.

L'un des plus durs dans le parti, le vieux stalinien Moma Markovic (père de l'actuelle épouse de Slobodan Milosevic), rédacteur en chef de *Borba* (quotidien du parti) lance le 6 juin le retentissant éditorial intitulé « Le bon grain et l'ivraie », dans lequel il prône la matraque sélective : la masse des étudiants représente le "bon grain" mais la Faculté de philosophie et ceux qui sont sur la même ligne constituent "l'ivraie", dont il faut se débarrasser au plus vite.

Tito ne se précipite point, tient les deux fers au feu, laisse les deux courants du parti (car les deux sont d'accord pour en préserver le monopole), pèse et soupèse, pour intervenir enfin publiquement le 9 juin à la télévision par une allocution ferme : oui aux revendications, non à la "manière" (dans la rue, par les tracts, par une presse indépendante). La faculté de philosophie est nommément désignée comme le foyer des troubles et ses professeurs comme "anarcho-libéraux". Une loi

expresse est adoptée pour faciliter l'embauche de jeunes (ce qui en pratique se traduit par un travail sous-payé pendant un an pour les nouveaux embauchés), le salaire ouvrier est discrètement et subitement doublé et le 9 juin le parti réussit à faire basculer la masse des étudiants dans les bras de Tito. Vuk Draskovic, futur monarchiste, apparatchik à l'époque, en est l'artisan à la Faculté de Droit : on chante et on danse toute la nuit à la gloire du père du peuple. A la Faculté de philosophie on l'appelle « *la maison des jaunes* » et on pleure amèrement.

C'est seulement seize ans plus tard que j'ai appris un détail croustillant au sujet de ce dénouement, bien qu'en 1968 j'étais jeune étudiant en philosophie, faisant partie du groupe le plus radical autour de Vlado Mijanovic, qui était assez bien informé : c'est le futur conseiller de Slobodan Milosevic, le professeur Mihailo Markovic [1], à l'époque autorité politique incontestable parmi les professeurs et les étudiants, qui a négocié en secret avec l'émissaire direct de Tito, Vljako Begovic (haut responsable de la police politique stalinienne en Espagne et dans la résistance française), et a accepté de saborder le mouvement étudiant sans aucune contrepartie valable, sinon la possibilité pour les professeurs de philosophie de garder encore un certain temps leurs chaires, leur école et leur revue. M. Markovic l'a reconnu dans une interview.

Le repli massif des étudiants n'a pas empêché l'aile marchante, située à la Faculté de philosophie et autour du journal *Student* (devenu hebdomadaire indépendant et diffusé dans plusieurs villes de façon militante à plus de 40 000 exemplaires) de continuer la lutte. C'est seulement au printemps 1969 que *Student* sera "normalisé", à l'instar de la Tchécoslovaquie. Il y avait dans ses pages un fort accent de solidarité avec les travailleurs : un groupe d'étudiants avait même fait la grève de la faim en solidarité avec les mineurs bosniaques affamés et révoltés. Il y avait une solidarité sincère avec le peuple tchécoslovaque, et le suicide de Jan Palach a marqué tous les esprits. On commençait à toucher les sujets tabou : Goli Otok [2], où Tito a détruit physiquement et humainement quelques dizaines de milliers de communistes de première heure, sous prétexte de combattre le danger stalinien intérieur, entre 1948 et 1955 ; on commençait aussi à évoquer le nom de Trotsky et sa destinée de révolutionnaire intransigeant assassiné par Staline.

Une répression ciblée à gauche

Les interdictions, les arrestations, les procès politiques ont marqué au cours des années soixante-dix la nette volonté du pouvoir de liquider la gauche socialiste. Déjà en 1968, à Zagreb, l'appareil s'appuie sur sa droite nationaliste pour combattre la gauche (Gajo Petrovic, Milan Kangrga, philosophes, fondateurs de Praxis), mais très vite il est amené à régler son compte au "nationalisme" croate débordant [3] et au "libéralisme" serbe, impuissant à faire taire le foyer de contestation à la Faculté de philosophie [4].

Dans cette chaîne de procès, l'un est politiquement plus significatif et ce n'est pas un hasard si, contrairement aux autres, il est tombé dans l'oubli : le procès "trotskiste" en 1972. Pavlusko Imsirovic, Jelka Kliajic et Milan Nikolic sont condamnés à la prison pour avoir été en contact avec un groupe trotskyste yougoslave de Paris (faisant partie des groupes affiliés au Comité International à travers l'OCI de Lambert et la Ligue hongroise de Varga) et avec le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale. On leur reprocha d'avoir voulu construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Danilo Udovicki (fils d'un combattant d'Espagne et haut fonctionnaire des Affaires étrangères de Tito et d'une résistante française) de même que le poète Srba Ignjatovic sont, peu ou prou, condamnés pour de semblables motifs [5].

A-socialiste, non-socialiste, anti-socialiste...

La gauche yougoslave sentit passer le souffle du boulet. Le groupe yougoslave de Paris, Lambert aidant [6], s'est vite disloqué. Le panneau "danger de mort" est pointé sans équivoque sur l'opposition de gauche, comme dans les années trente lorsque Tito est monté très vite sur le dos des cadavres des communistes yougoslaves liquidés par Staline. A partir de ce moment la gauche yougoslave est enterrée vivante. Tout ce qui était mollement socialiste devenait petit à petit a-socialiste, non-socialiste, anti-socialiste. Ayant publié par sympathie les œuvres de Trotsky, Predrag Vranicki (de *Praxis*) déclare *in extremis* dans une postface que l'autogestion yougoslave n'a pas besoin de révolution politique ni permanente.

Si la Yougoslavie a pu sombrer dans la barbarie nationaliste, si aujourd'hui les fascistes ont pignon sur rue et les vrais socialistes sont refoulés dans les petits trous, c'est pour une grande partie l'œuvre de la répression titiste des années soixante-dix, qui a détruit la gauche et laissé le champ libre à la droite. Et si on ne peut lui imputer l'évolution ultérieure de Tudjman, ni celle de Milosevic, il est utile de rappeler d'où ils viennent et de poser la question comment ont-ils pu si facilement s'imposer ?

Refusant d'aller plus loin à gauche dans la clarification théorique et l'organisation pratique ("danger de mort"), l'opposition s'est condamnée à virer lentement à droite. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt elle a cependant maintenu une certaine unité sur la base de revendications démocratiques. Même dans le fameux Mémoire de l'Académie [7] il y a encore de la sympathie pour la classe ouvrière. Mais les écrivains dans le sillage de Dobrica Cosic [8] ont entraîné les philosophes, journalistes et la majorité des intellectuels, y compris un grand nombre de soixante-huitards, vers le nationalisme grand-serbe.

C'est l'Académie et l'Union des écrivains qui ont forgé la nouvelle idéologie droitière nationaliste, que l'appareil du parti s'est appropriée en faisant monter l'homme résolu à trancher par le fer et le feu la paralysie fédérale. C'est face à la montée ouvrière gréviste, dont le point culminant fut l'occupation du parlement fédéral par 5000 ouvriers de Vukovar, Serbes et Croates confondus, pendant une dizaine de jours en 1987, que le pouvoir commença à se disloquer entre les différentes Républiques, cherchant chacun ses alliés dans la petite-bourgeoisie intellectuelle, l'Église, l'émigration politique bourgeoise, voir le milieu. Les éléments ultra-nationalistes, fascistes, sont protégés par la police politique quand elle n'est pas leur tuteur direct.

Que sont les soixante-huitards devenus ?

Que sont devenus les dirigeants étudiants et leurs professeurs de 1968 ?

Politiquement et géographiquement, c'est la dispersion. Plus nombreux sont ceux qui ont directement contribué à la vague nationaliste que ceux qui s'y sont opposés. Mihailo Markovic et Ljubomir Tadic, devenus académiciens, signent toujours les pétitions en défense de ce "pur serbe" qu'est Radovan Karadzic [9]. A leurs côtés on remarque Djordjije Vukovic, rédacteur en chef du *Student* rouge de juin 1968 et son successeur Aleksandar Llic. L'une des têtes pensantes en 1968 à la faculté de droit, Kosta Cavoski, a rédigé récemment le mémorandum théorique pour les avocats de Karadzic. Il est à la tête du parti libéral avec le professeur de lettres Nikola Milosevic (devenu monarchiste) qui soulevait les ovations des étudiants massés dans l'ampli avec ses sarcasmes contre le régime en 1968.

Ljubisa Ristic, l'homme du théâtre d'avant-garde, est devenu président du JUL, le parti de la femme de Milosevic [10]. Se voulant gauchiste incorrigible, il siège aujourd'hui sur les mêmes bancs que le

chef de guerre tchetnik Vojslav Seselj [11]. Milorad Ekmecic, historien de Sarajevo devenu académicien serbe à Belgrade, solidaire des étudiants en 1968, est aujourd'hui un chauvin hystérique sans bornes.

L'acteur dramatique Stevo Zigon, Slovène, récitait en 1968 Robespierre devant les étudiants. En 1989 il est devenu l'adepte le plus fougueux du "peuple céleste" [12]. L'un des plus talentueux collaborateurs de *Student* en 1968-69, Milovan Vitezovic, devint par la suite feuilletoniste national de la télévision et, après un discours inspiré en l'honneur du président serbe, reçut la sinécure de chef du programme culturel de la TV de Belgrade (TV "Bastille").

Mais il y a une minorité qui n'a pas hurlé avec les loups. Et même qui a fait preuve d'un grand courage ces dernières années. Parmi les professeurs de philosophie, ni Nebojsa Popov ni Zaga Golubovic n'ont suivi le nationalisme, mais la palme du courage appartient sans doute à Miladin Zivotic, décédé l'année dernière [13]. Alija Hodzic, rédacteur de *Student* jusqu'à sa normalisation, installé depuis à Zagreb, fait seul l'honneur à son ancien journal. Vlado Mijanovic vit aux USA, de même que Danilo Udovicki, l'un comme l'autre ont fait connaître leur opposition au nationalisme grand serbe. D'autres soixante-huitards, qui sont passés par la prison au début des années soixante-dix, y sont également opposés, parfois activement : Lazar Stojanovic, Pavlusko Imsirivic, Milan Nikolic... Jelka Klajic-Imsirovic est l'une des "Femmes en noir" [14]. Notre camarade de 1968, Skelzen Maliqi est devenu par la suite un journaliste respectable parmi les démocrates albanais...

Notre génération est partie dans tous les sens, surtout dans le sens réactionnaire. Parler de 1968 n'a de sens que pour aider les nouvelles générations à se positionner sur le chemin du progrès et du socialisme contre le cours barbare actuel.

P.-S.

* Cet article a été publié dans *Inprecor* n° 426 de juillet-août 1998 (PECI-Inprecor, 27 rue Taine, 75012 Paris, France, abonnement un an, 11 numéros : 55,00 euros, chèques à l'ordre de « PECI-Inprecor »). Les intertitres et les notes de cet article sont le fait de la rédaction d'*Inprecor*.

* Radoslav Pavlovic était étudiant en philosophie en 1968, actif dans les cercles étudiants de la gauche radicale. Il est actuellement syndicaliste indépendant, membre de *Workers International*, un des initiateurs de *Workers Aid International* pour la Bosnie.

Notes

[1] Mihailo Markovic, philosophe, fondateur de la revue philosophique "Praxis" (1963-1975) qui rayonnait en tant que laboratoire d'un marxisme ouvert. Animateur de l'école de Korcula, véritable université marxiste d'été qui permettait des débats avec notamment les représentants internationaux de la "nouvelle gauche", dont des militants de la IV^e Internationale. Devenu nationaliste et vice-président du Parti socialiste serbe (ex-LCY en Serbie) de Slobodan Milosevic.

[2] Goli Otok fut un camp d'extermination particulièrement dur. Outre les pro-staliniens, nombre d'opposants communistes ou d'opposants potentiels y furent incarcérés. Peu ont survécu.

[3] Mika Tripalo, dirigeant du parti en Croatie fut limogé en 1972 pour déviation nationaliste. Franjo Tudjman, ancien général, Marko Veselica, assistant à l'Université de Zagreb, Drazen Budisa, étudiant nationaliste, etc. furent condamnés en 1971.

[4] Latinka Perovic et Marko Nikezic, dirigeants libéraux du parti en Serbie, sont limogés en

1975.

[5] Danilo Udovicki était accusé d'avoir traduit une lettre de Milan Nikolic à Ernest Mandel, ce qui lui a valu un an de prison.

[6] L'organisation française OCI (devenue depuis PCI, puis Parti des travailleurs), dirigée par Pierre Lambert, avait alors exclu la majorité des militants originaires des pays de l'Est de son "comité international", accusant le principal d'entre eux, le hongrois Michel Varga, d'être un "agent du KGB et de la CIA", sans preuve aucune

[7] En 1986 des intellectuels de premier plan ont rendu public un ensemble de revendications démocratiques et sociales (reprenant l'idée d'une chambre autogestionnaire apparue au cours de la révolution polonaise de 1980-81). Mais ce texte commençait aussi à introduire les fondements d'une idéologie nationaliste...

[8] Membre du CC de la LCY et exclu du parti en 1968 pour nationalisme serbe, Dobrica Cosic n'a joué aucun rôle dans le mouvement étudiant.

[9] Chef des nationalistes serbes en Bosnie, poursuivi pour crime contre l'humanité.

[10] JUL — Gauche yougoslave — apparaît comme le joker de Milosevic dans le jeu politique serbe.

[11] Vojslav Seselj chef du Parti radical qui dispose de la moitié des 26 ministères au côtés du Parti socialiste serbe de Milosevic. Les Tchetsniks constituaient le mouvement de résistance royaliste serbe pendant la seconde guerre mondiale. Ils ont été assimilés sans nuance à des collaborateurs par l'historiographie officielle titiste.

[12] Lors des crimes commis par les nationalistes serbes en Bosnie un hiérarque religieux serbe n'a pas hésité à absoudre par avance les tueurs serbes, qualifiés de "*peuple céleste*", "*élu par Dieu*".

[13] Miladin Zivotic était le président du "Cercle de Belgrade", centre anti-guerre au cœur de la Serbie de Milosevic.

[14] "Les Femmes en noir" est une organisation de femmes qui s'oppose au nationalisme, à la mainmise de l'Église sur la vie publique et surtout qui agit contre la guerre, organisant des manifestations dans le centre de Belgrade en solidarité avec les Bosniaques et les Albanais (manifestations fréquemment attaquées avec violence par les passants au chauvinisme exacerbé).